

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Le-parti-de-gauche-allemand-une

Le parti de gauche allemand : une impasse

- S'organiser... -



Date de mise en ligne : vendredi 18 septembre 2009

PCF : Communistes de Vénissieux

Jutta DITFURTH, Septembre 2009, Traduit par Fausto Giudice

La Frankfurter Allgemeine Zeitung, dont nul n'ignore que c'est ma lecture de chevet, regrettait récemment la disparition d'une « scène intellectuelle d'inspiration de gauche », qui lui manquait « surtout maintenant », « à un moment où la critique sociale serait dans son élément ... pas un seul chuchotement révolutionnaire à la ronde. Le rouge fait le mort (Rot stellt sich tot) » [[1]. La bourgeoisie a des problèmes d'identité. Elle a besoin de contradicteurs, pour que les lignes de front soient claires.

Mais il y a la Linkspartei, un parti de gauche, non ? « Maintenant nous allons faire une autre redistribution, qui sera plus juste », a déclaré Gregor Gysi la nuit dernière sur la ZDF ("TV-Dreikampf", 10.9.2009 [2ème chaîne de télévision publique, NdT]).

Ah oui ? Voyons donc de quoi le Parti de la gauche est capable, là où il est associé au gouvernement, par exemple à Berlin, où SPD et Linkspartei gouvernent ensemble depuis 2002.

Le gouvernement SPD/Linkspartei a supprimé les aides pour les sans-abri et les personnes handicapées (2002), a aboli l'indemnité pour les aveugles (2005), a supprimé les tickets sociaux pour les transports publics (2004) pour les réintroduire plus tard, à cause des protestations violentes, à un prix trois fois plus élevé. Berlin a été un pionnier dans l'abolition de la gratuité du matériel scolaire (2003), a augmenté les tarifs des crèches (2003), baissé le budget de la jeunesse de 400 millions (2001) à 230 millions d'euros (2005) et créé 24 000 emplois à 1 Euro (de l'heure), ce qui a permis d'éliminer des emplois bien rémunérés aux tarifs des conventions collectives.

Beaucoup de personnes qui, auparavant, avaient été licenciées de leurs emplois à durée indéterminée en crèche par exemple, se sont retrouvées au même poste, cette fois-ci pour 1 Euros de l'heure.

Le Parti de gauche est coresponsable de la privatisation de sociétés municipales de logement. En 2004, la Gemeinnützige Siedlungs und Wohnungsbaugesellschaft (GSW) a été vendue à un consortium de sociétés internationales de gestion de fonds, Whitehall (Goldman Sachs) et Cerberus, pour 405 millions d'euros. Le Sénat SPD/Linkspartei a vendu 1 700 appartements de la Wohnungsbaugesellschaft Berlin-Mitte (WBM) à l'investisseur Puma Brandebourg Limited, qui a spéculé ouvertement sur la hausse des loyers [2]. Rien qu'avec la vente de plus de 4 500 appartements entre début 2007 et l'automne 2008, les sociétés immobilières berlinoises ont été en mesure de réaliser un chiffre d'affaires d'environ 272 millions d'euros [3].

Simultanément, les subventions aux associations d'aide aux locataires ont été réduites ou supprimées. Ce serait quand même assez embêtant que des locataires mieux informés se défendent. La conséquence de la vente des logements appartenant au Land de Berlin [qui est une ville-région, NdT] ont été des augmentations de loyer et donc l'évacuation de locataires socialement vulnérables.

Sur les 209 000 logements municipaux privatisés à Berlin de puis 1995, plus de 57%, environ 120 000, l'ont été entre 2002 et 2005, alors que le Parti de gauche était au pouvoir [4].

Jamais depuis 1945, la santé publique de Berlin n'a été autant démolie que sous le règne SPD/Linkspartei au Sénat. De nombreux hôpitaux sont désormais privatisés. Le nouveau propriétaire est l'entreprise Vivantes, qui porte un

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

ajout à consonance alternative à son nom : "Réseau pour la santé". Ce « réseau » n'est autre qu'un Konzern (grande entreprise), dans la gueule duquel presque tous les secteurs de soins, des patients hospitalisés à la gestion du troisième âge, sont jetés morceau par morceau.

De 2003 à 2004, 39 millions d'euros ont pu être économisés dans le secteur de la santé de Berlin, en grande partie, parce que 13 000 salariés ont du renoncer à leurs primes de Noël et de congés payés, sous la menace de licenciement, du Sénat de "gauche" et des patrons de Vivantes. Depuis que l'entreprise a été créée, près de 4 000 emplois à plein temps et environ 1 000 places de formation ont été supprimés. Les travailleurs sont soumis à un chantage : la faillite ou la baisse des salaires. Le cabinet de consultants McKinsey a empoché des honoraires de 2,7 millions d'euros. Les licenciements et la réduction drastique du personnel font des cliniques Vivantes un objet très attractif pour les investisseurs.

Les soins médicaux aux patients des caisses maladies au niveau des capacités scientifiques et techniques actuelles ne sont plus garantis. La pénurie de personnel et le stress du personnel hospitalier mettent la vie des patients en danger. Il n'est pas recommandé d'être livré à une clinique Vivantes dans une ambulance Vivantes avec un soupçon d'accident vasculaire cérébral.

C'est de gauche, ça ? Il n'y a pas de parti de gauche pour lequel on puisse voter.

Post-scriptum :

Un bilan détaillé et critique de 20 ans de PDS / Linkspartei, se trouve dans le livre de Jutta Ditfurth "Zeit des Zorn. Streitschrift für eine gerechte Gesellschaft" ["Temps de la colère. Pamphlet pour une société juste"]. München : Droemer Verlag 2009, 272 S., 16,95 Euro.

Source : http://blog.prinz.de/wahl09/2009/09...

---

[1] Christian Geyer, "Rot stellt sich tot", Frankfurter Allgemeine Zeitung v. 8.4.2009. L'expression fait allusion au slogan des années 1970-1980 : "Lieber rot als tot", "plutôt rouge que mort", réponse au slogan des années 1950 "Lieber tot als rot" [NdT]

[2] Ralf Schönball : "Wohnhäuser in Berlin für eine Milliarde gesucht", in : Tagesspiegel v. 15.3.2006.

[3] IHK Newsletter Bau und Immobilienwirtschaft Nr. 7 v. 9.9.2008.

[4] www.bmgev.de/privatisierung/..., consulté le 10.9.2009.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux